

## BILAN DE LA STRATÉGIE D'ALPHABÉTISATION DU FAIRE-FAIRE DANS LA PROVINCE DE L'OUBRITENGA AU BURKINA FASO

**Awa 2<sup>ème</sup> Jumelle SAWADOGO**

Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso

[awatiend@gmail.com](mailto:awatiend@gmail.com)

&

**Sidlawindé Marie OUEDRAOGO**

Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso

[smariekabore@gmail.com](mailto:smariekabore@gmail.com)

**Résumé :** Le Burkina Faso, depuis son accession à l'indépendance en 1960, s'est engagé dans l'alphabétisation de ses populations afin de booster l'analphabétisme hors de ses frontières. Mais en dépit de ses efforts, le taux d'alphabétisation reste très bas (34,5% d'après les résultats de l'enquête multisectorielle continue réalisée en 2014). Le pays a expérimenté plusieurs options stratégiques avant d'adopter la stratégie du faire-faire depuis 2002-2003. Malgré tout, dans la province de l'Oubritenga la grande majorité des populations demeure analphabète. Toute chose qui nous amène à nous poser des questions parmi lesquelles quelle plus-value sociale ont les bénéficiaires de la stratégie du faire-faire dans la province de l'Oubritenga. La stratégie du faire-faire étant en vigueur dans le pays, le présent article vise à faire ressortir les avantages que l'alphabétisation offre aux néo-alphabétisés. A travers la visite de six (06) centres relevant de deux (02) formules différentes et des entretiens avec les opérateurs, les animateurs, les néo-alphabétisés et les analphabètes, nous avons pu évaluer le faire-faire aussi bien dans sa mise en œuvre que dans son efficacité tant interne qu'externe. Il ressort de cette étude que, en plus de devoir doter les centres d'un équipement adéquat à la formation, le faire-faire, bien que revêtant un intérêt certain pour les apprenants, gagnerait à leur procurer une plus-value sociale, encore attendue, à même de susciter un engagement chez les analphabètes de la province.

**Mots clés :** alphabétisation, analphabète, alphabétisation fonctionnelle, post-alphabétisation, faire-faire

**Abstract:** Burkina Faso, since its independence (1960) has engaged in the literacy of its populations in order to boost illiteracy beyond its borders. But despite its efforts, the literacy rate remains low (34.5% according to the results of the continuous multi-sector survey carried out in 2014). The country has experimented with several strategic options before adopting the do-it-yourself strategy since 2002-2003. However, in the province of Oubritenga, the vast majority of the population remains illiterate. All of which leads us to ask ourselves questions among which: what social added value do the beneficiaries of the do-it-yourself strategy have in the province of Oubritenga? As the do-it-yourself strategy is in force in the country, this article aims to highlight the benefits that literacy offers to the newly literate. Through the visit of five centers under five different formulas and

interviews with operators and managers of this sub-sector, we were able to assess the skill as well in its implementation as in its efficiency both internally and externally. It emerges from this study that, in addition to having to provide the centers with adequate equipment for training, the skill, although of certain interest to the learners, would benefit from providing them with social added value, still expected, capable of arousing a commitment among illiterate in the province.

**Keywords:** literacy, illiterate, functional literacy, post-literacy, to do.

## Introduction

Le siècle présent est marqué par la mondialisation, qui place les pays dans une rude compétition pour un développement escompté. Pour être à la hauteur, l'éducation demeure incontournable car l'analphabétisme constitue un frein primordial dans la croissance économique des populations. Conscient de sa situation, le Burkina Faso, depuis son accession à l'indépendance, a inscrit la lutte contre l'analphabétisme parmi ses priorités et sa constitution affirme que l'éducation est une priorité nationale. C'est ainsi qu'il est parti de l'École Rurale (ER)<sup>1</sup> pour parvenir aujourd'hui à l'alphabétisation fonctionnelle. De 1990 à nos jours, plusieurs initiatives ont été entreprises en faveur du développement de l'alphabétisation. On pourrait citer entre autres le Programme de Développement Stratégique de l'Éducation de Base (PDSEB) et le Programme National d'Accélération de l'Alphabétisation (PRONAA). Notons que depuis 1960, le pays a expérimenté plusieurs options stratégiques. Il est parti du «laisser faire» en passant par le «faire» et le «faire avec» pour aboutir au «faire-faire» qui est en vigueur. Cette stratégie mise en application en 2002-2003 est soutenue par le Fonds pour l'Alphabétisation et l'Éducation Non Formelle (FONAENF). Cependant, de 1960 à 2018 soit 58ans après, les populations demeurent analphabètes pour la grande majorité et celles dites alphabétisées n'arrivent pas à faire usage de leurs acquis. Dans la province de l'Oubritenga, les déscolarisés et les analphabètes ne cherchent pas à s'alphabétiser pour sortir de l'obscurantisme malgré l'opportunité qui leur est offerte. Cet état de fait nous amène à nous pencher sur la situation avec cette interrogation : l'alphabétisation pratiquée sous la bannière de la stratégie du faire-faire est-elle vraiment porteuse de plus-value dans la vie des bénéficiaires de l'Oubritenga ? Pourquoi les populations ne sont pas motivées à se faire alphabétisées ? Nous partons des hypothèses selon lesquelles les formules d'alphabétisation pratiquées dans l'Oubritenga sont normalement porteuses de plus-value et que cette plus-value ne répond pas aux attentes des populations au point de provoquer chez elles un engouement pour ce sous-système de l'éducation.

## 1. Problématique

La multiplicité des projets, réformes et recherches sur l'alphabétisation atteste que ce sous-secteur de l'éducation a mal en son sein. En dépit des nombreux plans, programmes et formules cités plus haut pour développer et promouvoir l'alphabétisation, malgré le temps que cela a pris (plus d'un demi-siècle), les résultats restent très faibles. Le taux d'alphabétisation des adultes âgés de 15 ans et plus en 2014 est estimé à seulement 34,5% d'après les résultats de l'enquête multisectorielle continue (EMC)<sup>2</sup> réalisée en 2014.

La stratégie du faire-faire qui est entrée en application en 2002-2003 avait pour objectif d'atteindre un taux d'alphabétisation de 40% à l'horizon 2010. Mais après deux campagnes de mise en œuvre, les responsables du Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation (MEBA) ont commandité une évaluation de ladite stratégie en 2004 au regard des difficultés qui subsistaient à l'époque, à cause de la méconnaissance des rôles et responsabilités de certains acteurs. Des solutions avaient été proposées lors du forum national sur l'alphabétisation en 2004 en vue de consolider la stratégie du faire-faire. Huit ans après, elle a connu une évaluation conduite par NAPON et MAÏGA en 2012. On note alors quelques avancées dans le secteur de l'éducation non formelle qui, cependant, restent en deçà des attentes. En effet, les indicateurs de l'alphabétisation au Burkina Faso, estimés à 34,5% selon l'EMC<sup>2</sup> 2014 restent encore bas et contribuent à placer le pays dans les derniers rangs de l'Afrique et du monde dans le domaine de l'éducation. Cette situation plonge le pays dans une perpétuelle quête de projet adapté à ses réalités pour une résorption pratique de l'analphabétisme et dans le but de promouvoir un développement humain durable de ses populations. Ce contraste entre l'importance de l'alphabétisation dans nos sociétés qui n'est plus à démontrer et l'impasse que vit ce secteur suscite en nous des interrogations : L'alphabétisation pratiquée sous la bannière de la stratégie du faire-faire est-elle vraiment porteuse de plus-value dans la vie des bénéficiaires de l'Oubritenga ? Pourquoi les populations ne sont pas motivées à se faire alphabétisées ?

## 2. Cadre théorique

La présente étude s'inscrit dans le cadre de la sociolinguistique et précisément l'alphabétisation pour le développement qui est en corrélation avec l'alphabétisation fonctionnelle. Le concept d'alphabétisation a subi une évolution remarquable au fil du temps. L'alphabétisation dite traditionnelle pratiquée depuis 1960 visait à apprendre à lire et à écrire aux adultes en vue d'augmenter leur productivité. Cette forme d'alphabétisation a été réorientée vers celle de type fonctionnel. Il est à noter que le concept d'alphabétisation fonctionnelle est né au congrès mondial des ministres de l'éducation, organisé par l'UNESCO à Téhéran en 1965. C'est alors que le Burkina Faso a résolument adopté cette alphabétisation fonctionnelle et de façon massive à partir de 1983. Selon Meister (1973, p9), l'alphabétisation fonctionnelle se définit comme étant une alphabétisation « liée à un programme de formation

professionnelle et permettant l'accroissement rapide de la productivité des individus ». Elle vise la communication à l'apprenant d'une connaissance qui lui suggère un comportement afin qu'il puisse agir en faveur du milieu dans lequel il vit et, sur lui-même. C'est le type d'alphabétisation qui cherche à accroître la production et la productivité des analphabètes à travers l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul. L'alphabétisation fonctionnelle vient combler les insuffisances de l'alphabétisation traditionnelle. À ce sujet, Sandwidi (1989, p.36) signale que « les gens viennent plus volontiers au cours, ils fréquentent longtemps et ils apprennent plus facilement s'ils voient que l'alphabétisation offre un intérêt immédiat ».

L'alphabétisation fonctionnelle se distingue de celle traditionnelle dans la mesure où elle permet de considérer l'apprenant comme un individu en situation de groupe, en fonction d'un milieu donné dans une perspective de développement. Au cours de l'action d'alphabétisation, l'individu apprend à défendre ses droits au moment même où le groupe tout entier comprend la nécessité de formuler ses besoins et de prendre ses responsabilités face aux problèmes sociaux, économiques et culturels. Cette formation n'est pas à sens unique comme c'est le cas en alphabétisation traditionnelle. Le bénéficiaire est actif et participe bien aux séances parce que les enseignements répondent à ses besoins. L'alphabétisation fonctionnelle prône les compétences techniques, professionnelles et culturelles des populations. L'alphabétisation n'est pas (ne devrait pas être) un acte purement mécanique par lequel on apprend uniquement à lire, écrire et calculer, mais elle est également et surtout un processus de conscientisation. Un processus par lequel les hommes apprennent à faire une analyse critique de différents problèmes (politiques, économiques, culturels...) de leur communauté et à transformer la réalité. Il y a là un principe fondamental : l'alphabétisation et la conscientisation ne doivent jamais être disjointes. Conçue par le Brésilien Paulo FREIRE en 1961, l'alphabétisation conscientisante avait pour objectifs, entre autres, de faire prendre conscience aux populations opprimées de leurs conditions de masses exploitées. La méthode de FREIRE s'appuie d'abord sur une analyse politique du système socio-économique du milieu dans lequel elle doit s'appliquer. Les membres du groupe opprimé, assistés d'un animateur, se livrent à un examen critique d'une situation qui les préoccupe et sont amenés ensuite dans un renversement idéologique, les poussant à être «sujets créateurs» au lieu d'être seulement «objets». La méthode utilisée est le dialogue, le médium étant la langue maternelle des apprenants. L'émergence de la conscience critique par l'alphabétisation conscientisante implique la participation des auditeurs aux différentes phases de la formation : la participation à la pré-alphabétisation, la participation à l'alphabétisation et la participation à la post-alphabétisation.

Au niveau de la pré-alphabétisation elle consiste en des « études préliminaires », c'est-à-dire l'étude du milieu, la détermination des obstacles

au développement ainsi que l'étude des motivations des participants. Ces études visent l'élaboration d'un programme d'alphabétisation centré sur les problèmes de la population. Parmi ces études préliminaires, la détermination de l'univers-thématique, selon l'approche de Freire, requiert une attention particulière dans le contexte d'une alphabétisation conscientisante. La méthode de recherche de la thématique proposée par Freire (1980) veut que l'éducateur et les éduqués soient tous sujets de la recherche afin d'approfondir et de dominer leur thématique par l'action.

Au niveau de l'alphabétisation, la participation se fait à travers des leçons données sous forme de débats et discussions autour des thèmes générateurs rassemblés au cours de la phase de pré-alphabétisation. La participation aux discussions permet de faire de la réalité sociale une analyse systématique qui engendre à son tour, une compréhension critique. Une telle didactique implique l'établissement des rapports particuliers entre l'éducateur et l'éduqué. Plutôt que des rapports d'imposition entre un savant absolu et un ignorant absolu, il faut des relations dialectiques entre deux personnes qui apprennent ensemble à analyser la situation sociale (limite) et à proposer son dépassement pour l'épanouissement de l'homme. Pour un éveil des consciences et un engagement des néo-alphabètes à sortir de l'obscurantisme et de la pauvreté, une alphabétisation intégrée, qui cumule les atouts de l'alphabétisation fonctionnelle et de l'alphabétisation conscientisante est impérieuse. Le Burkina Faso, dans le but de garantir l'application de cette alphabétisation intégrée, a adopté la stratégie du faire-faire depuis 2002, après avoir expérimenté le laisser-faire, le faire et le faire avec.

#### **- La stratégie du faire-faire**

Selon Bazombié BAYALA (2006) l'adoption du faire-faire vient en appui à la décentralisation et permet d'autonomiser les organisations de la société civile (OSC) pour une meilleure gouvernance du pays. Pour cette stratégie, il faut définir et répartir clairement les rôles ainsi que les responsabilités afin que chaque acteur connaisse, accepte et assume ses attributions. La stratégie recommande également que les acteurs soient contraints à rendre compte des activités menées et soient soumis à un contrôle continu. Enfin, le consensus dans la prise de décision par une synergie d'actions concertées devra être requis. Notons que le respect de ces principes évitera que le faire-faire ne devienne du laisser-faire. Dans la province de l'Oubritenga, une grande partie de la population est déscolarisée ou analphabète. Mais malgré la présence et la fonctionnalité des centres d'alphabétisation, les populations demeurent dans l'obscurantisme. C'est la raison pour laquelle la présente étude vise à faire ressortir la plus-value du faire-faire à travers les différentes formules

## 2. Méthodologie

Dans le souci de réunir assez d'informations pour donner du crédit à notre travail, nous avons jugé bon de faire une exploitation documentaire avant de prendre contact avec les agents du service d'alphabétisation de la Direction Provinciale de l'Éducation Préscolaire, Primaire et Non Formelle (DPEPPNF) afin de recueillir les données statistiques sur les campagnes d'alphabétisation et les formules appliquées dans la province. Nous avons aussi visité trois (03) centres de Formule Enchaînée (CFE), trois (03) centres de Formation Technique (FTS), avec à l'appui des guides d'entretiens à l'endroit des animateurs (06) et des apprenants (30). Enfin, un autre guide d'entretien a été soumis à vingt (20) néo-alphabétisés pour nous rendre compte de l'impact des programmes d'alphabétisation sur les bénéficiaires et à vingt (20) analphabètes afin de comprendre pourquoi il n'y a pas d'engouement dans les centres d'alphabétisation. Nous avons opté de soumettre les guides d'entretien aux adultes par ce qu'ils sont matures et actifs dans la vie. Ils sont donc aptes à nous fournir des réponses conséquentes. Notre étude prend en compte, les deux (2) niveaux de formation que sont l'éducation non formelle des adultes dans les Centres Permanents d'Alphabétisation et de Formation (CPAF) et l'éducation non formelle des adolescents dans les Centres d'Éducation de Base Non Formelle (CEBNF).

## 3. Présentation des résultats

Avant de voir les résultats des enquêtes, il est impérieux d'avoir une notion sur les objectifs que le Service de l'Éducation Non Formelle (SENF) s'est fixé pour mieux réussir sa mission.

### 3.1. Objectifs du SENF

Pour l'année 2017-2018, le SENF de la DPEPPNF de l'Oubritenga s'est fixé comme objectifs spécifiques la vérification et la conformité du matériel, l'existence effective des centres déclarés, l'état de fréquentation des apprenants, la qualité des prestations des animateurs (méthodologies, contenus, cahiers de préparation et documents obligatoires), le degré d'appropriation des apprenants et toucher du doigt les réalités du terrain. Ces formules et pratiques visent à valoriser le potentiel humain à travers plusieurs capitalisations. La capitalisation intellectuelle prévoit apprendre à lire, à écrire et à calculer en vue de suivre les formations de perfectionnement sur le plan socio-économique; maîtriser les contenus de formation; appliquer les techniques apprises; outiller les apprenants en moyens de communication; lutter contre l'analphabétisme et l'ignorance et donner des compétences aux futurs animateurs des centres d'alphabétisation. La capitalisation économique entend identifier les activités économiques viables; offrir aux jeunes une formation pré-professionnelle ou professionnelle; lutter contre le chômage des adultes; promouvoir un développement endogène durable ; renforcer la capacité des producteurs; lutter contre la pauvreté;

permettre aux sortants des Centres de Formule Enchaînée (CFE) d'accéder aux Formations Techniques et Spécifiques (FTS) et aider la jeune fille et la femme à prendre conscience de leur rôle dans le développement économique du pays. La capitalisation culturelle et sociale préconise éveiller l'enfant; améliorer la qualité de vie des personnes handicapées; lutter contre les maladies; créer un lien entre l'alphabétisation et le développement; promouvoir et renforcer la post-alphabétisation et l'environnement lettré en langue; apprendre le français et les métiers aux populations; développer l'esprit d'entraide et de solidarité; prendre en compte les connaissances locales. La capitalisation écologique est fondée sur la protection de l'environnement; la conservation et la fertilisation des sols.

### 3.2. Résultats et analyse des données

#### -Formules et pratiques d'alphabétisation

Dans la province de l'Oubritenga, les formules et pratiques financées par le FONAEF pour la campagne d'alphabétisation 2017-2018 sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°1 : formules et centres par opérateur sélectionnés par le FONAEF en 2017-2018

Formules Associations/ Opérateurs	CFE	FTS	REFLECT			CBN2J		AFI-D		
			N1	N2	N3	N1	N2	N2	N3	N5
ADEE	5	5					2			
AIDE-BURKINA	1	1	1		1		1			
AM	5	5					0			
AMI	2	2					1			
ANAO	5	5					1			
ANZ	5	5					1			
KABEELA	5	3					0		1	1
A.KOOGDZANGA	5	5					2			
CDMRN	5	5					0			
LIPAOLLAN	5	5					0			
OCADES	0	0					2			
ODDE	5	5					0			
UTEB	6	5					2			
<b>TOTAL</b>	<b>54</b>	<b>53</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

Source : données statistiques de la DPEPPNF de l'Oubritenga de 2017-2018

Ce tableau fait ressortir les formules financées par le FONAEF. La province dispose de trois (3) formules (CFE, FTS, REFLECT) pour l'alphabétisation des adultes et de deux (2) formules (CBN2J, AFI-D) pour les adolescents. Nous remarquons que deux formules (CFE, FTS) sont plus répandues. Le tableau ci-dessous rend compte des résultats de la campagne d'alphabétisation 2017-2018 par formule et par opérateur.

## -Résultats de la campagne d'alphabétisation 2017-2018

Tableau n°2: Résultats CFE et FTS par opérateur

OPERATEURS	INSCRITS			EVALUES			ADMIS			ECHECS			ABANDONS		
	CFE	FTS	CBN2J	CFE	FTS	CBN2J	CFE	FTS	CBN2J	CFE	FTS	CBN2J	CFE	FTS	CBN2J
ADEE	155	150	48	155	150	47	149	150	44	06	00	03	00	00	01
AIDE-BURKINA	30	30	30	30	30	29	28	30	26	02	00	03	00	00	01
AMI	62	71	31	62	71	31	55	71	29	07	00	02	00	00	00
ANAO	152	150	32	152	150	27	140	150	22	12	00	05	00	00	05
ANZ	145	150	18	145	150	18	130	150	16	15	00	02	00	00	00
ASS KABEELA	132	90		131	90		115	90		16	00		01	00	
ASS KOOGDZANGA	164	154	42	164	150	42	144	150	40	20	00	02	00	04	00
AM	150	150		150	150		138	150		12	00		00	00	
CDMRN	151	150		150	150		141	150		09	00		01	00	
LIPAOLLAN	142	156		133	156		123	156		10	00		09	00	
OCADES			43			43			35			08			00
ODDE	154	154		154	154		143	154		11	00		00	00	
UTEB	177	180	63	171	180	63	157	180	59	14	00	04	06	00	00
TOTAL PROVINCE	1614	1585	307	1597	1581	300	1463	1581	271	134	00	29	17	04	07

Sources: archives DPEPPNF de l'Oubritenga 2017-2018



La formule CFE enregistre 17 abandons sur 1614, soit 1,05% des inscrits. Le taux de succès est de 91,60% avec 1463 admis sur 1597 évalués. Les abandons sont concentrés à deux niveaux: LIPAOLLAN (09) et UTEB (06). Sur les douze (12) Operateurs, huit (08) n'ont enregistré aucun abandon et deux (02) ont chacun un seul abandon. La province a enregistré 100% de taux de succès en FTS. Sur 1585 inscrits, il n'y a eu que 04 abandons soit un taux de 0,25%. Quant aux CBN2J, sur 307 inscrits, 300 apprenants ont été évalués pendant que 07 ont abandonné. Le nombre d'échecs s'élève à 29 et 271 ont eu du succès soit un taux de 90,33%.

### 3.3. Résultats des entretiens

Selon les néo-alphabétisés interrogés, ils vivent les bénéfices de la stratégie du faire-faire de l'alphabétisation dans les domaines sanitaire, économique, politique et socioculturel. En effet, cette stratégie permet la diversification des formations qui s'adaptent aux besoins des apprenants. Ceci étant, les opérateurs réajustent les modules en fonction des contextes, des besoins exprimés par les bénéficiaires et des potentialités des milieux. Notons cependant que cela n'exclue pas que quelques insuffisances soient relevées çà et là.

#### **-Sur le plan sanitaire**

L'alphabétisation permet aux bénéficiaires de savoir ce qu'est l'hygiène et surtout de comprendre son importance. Sur les vingt (20) néo-alphabétisés enquêtés, 19 soit 95% savent désormais comment entretenir leurs foyers. Ils veillent à la propreté corporelle et vestimentaire de leur famille ainsi qu'à celle de l'habitat et de la nourriture. Dans les campagnes burkinabè, les populations ont une mentalité rétrograde et de type féodal. Cet état d'esprit trouve son origine dans l'obscurantisme. Du même coup, ces populations sont de manière inconsciente acteurs et victimes de cette situation. Nous constatons que malgré la minorité des populations alphabétisées, celles-ci arrivent à se défaire de l'obscurantisme. Toutes les personnes enquêtées (100%) fréquentent les postes de santé pour leurs soins sanitaires. Quant aux femmes, elles sont plus ouvertes et s'adonnent davantage à diverses activités. Elles fréquentent les postes de santé pour leurs accouchements et font vacciner régulièrement leurs enfants. Avec les acquis de l'alphabétisation, les néo-alphabétisés s'engagent dans la lutte contre l'excision. Et sachant l'existence, la gravité et le mode de contamination des IST et du SIDA, ils adoptent des comportements sexuels responsables afin d'éviter ces maladies. Les femmes organisent des échanges relatifs à la sexualité avec leurs filles. Nous pouvons alors conclure que l'alphabétisation contribue à la lutte contre la propagation des IST, du SIDA et des grossesses précoces et /ou non désirées ainsi qu'à la réduction du nombre des avortements clandestins, des abandons de bébés, de l'exclusion sociale, et des déperditions scolaires etc. L'alphabétisation permet en plus aux néo-alphabétisés de limiter la défécation à l'air libre, de lutter pour la consommation d'eau potable ainsi que l'hygiène buccodentaire. Cependant, il faudrait noter

que les conditions d'apprentissage des apprenants sont fatigantes et ne favorisent pas l'acquisition des connaissances. Surtout avec les femmes enceintes qui n'ont pas de bonne place assise et de table pour écrire.

### **-Sur le plan économique**

L'analphabétisme est plus accentué en campagne car le niveau d'instruction y est très bas. Cela est un véritable frein au développement économique de nos populations. Mais force est de reconnaître que les informations recueillies auprès de notre public cible ne nous permettent pas de confirmer cela. En effet, nous avons pu constater des changements positifs dus à l'alphabétisation au sein des populations. À travers ses programmes, l'alphabétisation permet aux apprenants de développer des aptitudes dans le sens d'un épanouissement économique. Au sortir des campagnes d'alphabétisation, des séances de sensibilisation et de formation, le nouvel esprit qui anime les néo-alphabétisés est celui d'initiative et d'entreprise. Mais l'absence d'un fonds de démarrage fait souvent défaut. Les néo-alphabétisés peuvent bien tenir un cahier de gestion de leur petit commerce ou encore une autre activité (55 sur 56 personnes soit environ 98,21% des enquêtés). Grâce à la tenue d'un cahier de gestion qui permet de planifier au mieux les activités, des néo-alphabétisés arrivent à mieux supporter les charges familiales (scolarité des enfants, fournitures, habillement, soins sanitaires, alimentation, réparation des logements).

### **-Sur le plan politique**

Grâce à l'alphabétisation, les néo-alphabétisées ont acquis une maturité d'esprit qui les pousse à se responsabiliser. Qu'ils soient hommes ou femmes, tous les enquêtés sont fiers de savoir qu'ils sont eux aussi écoutés et que leurs idées sont attendues pour la construction du pays. Selon la tradition, la femme burkinabè n'avait pas droit à la parole. De nos jours avec l'alphabétisation, les femmes sortent de leur timidité pour se faire entendre et même accepter sur la scène politique. Connaissant leurs droits et devoirs, les néo-alphabétisés s'engagent et se battent pour accomplir leur devoir politique qui est celui de voter et de participer aux activités communautaires. Grâce aux séances de sensibilisation et de formation, ils sont éclairés et savent qu'ils ont le droit d'adhésion au parti politique de leur choix et le droit de briguer des postes politiques. Ils exercent au mieux le jeu démocratique. Malgré tout, la commune de Ziniaré enregistre des élus locaux analphabètes. Cela montre à quel point la population n'est pas intéressée par l'alphabétisation.

### **-Sur le plan socio-culturel**

Le réinvestissement des acquis de l'alphabétisation dans les activités quotidiennes des bénéficiaires permet d'optimiser les résultats dans les unités de production et de revaloriser leur culture par le biais de la langue. L'alphabétisation permet aux bénéficiaires d'acquérir une certaine ouverture d'esprit, une confiance en soi-même, une culture de l'esprit critique et forge le

courage en eux sans distinction de sexe ou d'âge. Ces acquis les galvanisent, les poussent à se surpasser et à s'engager pour apporter eux aussi leur pierre à la construction du pays. Les néo-alphabétisés sont alors responsabilisés car ils comprennent qu'ils doivent bâtir le pays eux-mêmes et personne d'autre ne le ferait à leur place. Les populations sont conscientes d'une chose : ne pas pouvoir lire et écrire dans aucune langue est un réel blocage à tous les niveaux. De ce fait, 55 personnes des 56 enquêtées, soit 98,21% reconnaissent que l'alphabétisation est salvatrice et sont décidées à sortir de l'analphabétisme et de l'obscurantisme. Les apprenants fréquentent donc volontairement les centres d'alphabétisation dans le but de satisfaire des besoins parmi lesquels :

- la quête du savoir (savoir, savoir-vivre, savoir-être) ;
- répondre aux critères d'alphabétisé afin de pouvoir occuper des postes de responsabilité ;
- s'affirmer par la participation à la gestion des affaires communautaires ;
- pouvoir apporter un encadrement et un suivi scolaire à leurs enfants ;
- prendre en charge la scolarité de leurs enfants ;
- pouvoir tenir des outils de gestion des AGR ;
- disposer des connaissances en vue d'améliorer la gestion de leurs unités de production ;
- pouvoir suivre des formations de perfectionnement.

Les programmes d'alphabétisation favorisent chez les apprenants plusieurs acquisitions (un esprit ouvert, un esprit critique et de jugement plus outillé, la capacité de réfléchir et de trouver une solution face à un problème donné). En outre, 55 sur 56 personnes, soit 98,21% des enquêtés trouvent que le mythe du manque de communication entre époux au sein de la famille est levé. Ainsi, sans pour autant être insoumises, cette liberté de communication permet aux femmes de mieux gérer leurs problèmes familiaux. Malgré ces avantages, des populations restent indifférentes (sur les 56 personnes enquêtées, 6 personnes soit 10,71% n'ont pas de Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB), et 4 personnes soit 07,14% n'ont pas d'acte de naissance). Cela atteste qu'ils sont toujours dans l'obscurantisme. Ils ne connaissent pas l'importance de ces documents administratifs. Pourtant le faible taux d'abandons (43 sur 7559 inscrits soit 0,56%) atteste l'engagement des apprenants à s'alphabétiser. Pourtant, les centres d'alphabétisation demeurent vides faute d'assez d'apprenants malgré toutes les affordances que ce secteur offre à ses bénéficiaires.

### **-Pourquoi les populations ne sont-elles pas motivées à fréquenter les centres d'alphabétisation ?**

A regard des résultats, il ne fait l'ombre d'aucun doute que la stratégie du faire-faire apporte une plus-value sociale aux alphabétisés. Pourquoi donc l'engouement pour l'alphabétisation reste attendu chez les populations malgré les bienfaits de celle-ci sur les plans sanitaire, culturel, socio-politique et économique ? A cette interrogation, les réponses sont mitigées. Les néo-

alphabétisés (96%) relèvent le manque de certification en fin de formation dans la province de l'Oubritenga qui constitue un grand obstacle à la valorisation de l'alphabétisation. A cela s'ajoute « l'absence de diplôme fixe et reconnu, exigé pour le recrutement des animateurs ». Cela serait de nature à dévaloriser davantage ces animateurs et du même coup l'alphabétisation. 85% d'entre eux arguent que les diplômes ne leur permettent pas d'accéder à des emplois de la fonction publique « d ka tõe n leb fonctionnaire wa yãmb ye » (nous ne pouvons pas devenir des fonctionnaires comme vous). Ils soutiennent qu'il leur manque des mesures d'accompagnement pour rendre attrayant ce sous-secteur. Tous disent savoir réfléchir sur comment transformer leur milieu, comment faire un projet et le mettre en œuvre et comment participer activement à la vie politique et sociale de leur communauté. Cependant, ils déplorent le manque de moyens et avancent qu'ils ont toujours été déçus car les promesses sont le plus souvent démagogiques. Ils manquent énormément de cadres d'expression et de maintien de leur niveau de formation. L'environnement lettré est très pauvre et après les formations, il n'y a ni suivi ni suite à donner. Toutes choses qui provoquent un analphabétisme de retour chez les néo-alphabétisés dont la certification n'est pas aisée à avoir. Il ne peut donc y avoir d'attrait pour les analphabètes qui ne remarquent pas de changement capital dans l'épanouissement surtout financier et matériel des certifiés en alphabétisation.

Les analphabètes interrogés reconnaissent que l'alphabétisation revêt une importance capitale dans l'éveil des consciences. Tous les 20 analphabètes disent en être conscients. À la question de savoir ce qui les empêche de s'engager dans l'apprentissage, ils clament sans ambages que les connaissances livresques ne sont pas « rentables » et qu'ils ne peuvent pas perdre du temps pour des activités qui ne rapportent pas. « B ka são tõnd ye » (ils ne valent pas mieux que nous), est la phrase que tous soutiennent. Pour eux, la réponse à leurs besoins existentiels prime sur les apprentissages des « papiers ».

## Conclusion

Au terme de notre étude, nous avons la certitude qu'aucun développement ne peut être conçu dans l'analphabétisme et que dans nos sociétés, l'alphabétisation serait donc une voie d'accès au développement humain durable. L'analyse des résultats de nos enquêtes nous permet de dire que les hypothèses sont confirmées car les bénéficiaires affirment que l'alphabétisation est d'un grand intérêt pour eux sur plusieurs plans de la vie. Les animateurs, les opérateurs et les agents du service d'alphabétisation de la DPEPPNF que nous avons interrogés affirment que les programmes d'alphabétisation sont respectés et épuisés dans le temps. Les taux de réussite en fin de campagne le confirment (94,93%). Les enquêtés sont unanimes sur les retombées positives de l'alphabétisation. Cependant, l'arbre ne doit pas cacher la forêt. L'alphabétisation dans la province de l'Oubritenga connaît des difficultés qu'il faudrait songer à résoudre. Si les néo-alphabétisés déplorent le manque d'accompagnement après l'apprentissage, les analphabètes, eux, attendent de constater un changement sur les plans matériel et financier des

bénéficiaires avant de s’y intéresser. Comme l’avait recommandé Sawadogo (2008), il convient de se pencher sur la possibilité de création d’emplois à partir des acquis de l’alphabétisation au Burkina Faso. Cela aura l’avantage non seulement d’encourager les néo alphabétisés en valorisant leurs formations mais aussi d’assurer une forte mobilisation sociale autour de la question. C’est en cela que l’analphabétisme peut être vaincu au Burkina Faso. Sawadogo (2016) soutient également que les opérateurs et l’État doivent sensibiliser les populations sur les affordances immatérielles de la formation en valorisant les acquis cognitifs et les changements sociaux et psychologiques dont l’estime de soi et l’aptitude à participer activement aux programmes de développement de son milieu et de son pays. Les opérateurs dont le mobile purement mercantile et entrepreneurial avait été relevé par l’auteur devraient également être sensibilisés sur le caractère sacerdotal de l’offre dans le but de changer la vision des populations et de les conduire ainsi à leur propre épanouissement, vers une meilleure destinée du pays.

### Références bibliographiques

- ADEA. 2006. *Éléments de bilan de la stratégie du faire faire en alphabétisation*, 27-31 Mars.
- BELLONCLE Guy et al. 1992. *Alphabétisation et gestion des groupements villageois en Afrique Sahélienne*, Paris, Ed Karthala, 269 p.
- FREIRE Paulo. 1980. *La pédagogie des opprimés*, consulté le 23 Mars 2019.
- MEISTER Albert. 1973. *Le rôle de l’alphabétisation fonctionnelle dans le développement économique et la modernisation*, Anthropos, 300p.
- MENA. 2012. *La Formule Enchaînée d’alphabétisation des adultes « alphabétiser vite et utilement »*, DGIREF/DRINA, 82 p.
- NAPON Abou et MAÏGA Alkassoum. 2012. *Évaluation de la stratégie du faire-faire en AENF au Burkina Faso*, Ouagadougou, 62p.
- NIAMEOGO Anatole. 1995. *L’Alphabétisation du Burkina Faso*, INA, 71p.
- OUEDRAOGO Sidlawindé Marie. 2017. *Impact de l’alphabétisation sur la vie des femmes : le cas des femmes de l’association Aide-Burkina dans l’Oubritenga*, Mémoire de Master, Université de Ouagadougou, UFR/LAC, Département de Linguistique, 92p.
- OUEDRAOGO Sidlawindé Marie. 2019. *Signification sociale de l’alphabétisation dans la province de l’Oubritenga : état des lieux et perspectives*, Mémoire de fin de formation d’Inspecteur de l’Enseignement du Premier Degré, Université Norbert ZONGO, École Normale Supérieure, 74p.
- SANDWIDI Samuel. 1989. *Alphabétisation et développement villageois en Afrique subsaharienne. L’expérience du Burkina Faso (1960-1987)*. Thèse de doctorat (2 volumes). Université François Rabelais de Tours.
- SAWADOGO Awa 2<sup>ème</sup> Jumelle. 2008. *Alphabétisation au Burkina Faso : les menaces au système*, Mémoire de Maîtrise, Université de Ouagadougou, UFR/LAC, Département de Linguistique, 119p.

- SAWADOGO Awa 2<sup>ème</sup> Jumelle. 2012. *Alternance français/langues nationales dans le processus d'apprentissage au préscolaire*, mémoire de DEA, Université de Ouagadougou, Burkina Faso, 160p
- SAWADOGO Awa 2<sup>ème</sup> Jumelle. 2016. *Alphabétisation au Burkina Faso : un prétexte ou une finalité*, Revue des sciences sociales du PASRES, 4eme année-numéro 13, octobre-décembre 2016, pp. 93-106
- UNESCO. 2009. *Défi mondial de l'alphabétisation : bilan de l'alphabétisation des jeunes et des adultes à mi-parcours de la décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation 2003-2012*, éd UNESCO, Paris, 81
- UNICEF. 2002. *Enquête nationale sur la situation des enfants et des femmes (MICS2/2001)*, Rapport d'analyse, Kinshasa.

#### Notes

---

1)-Au Burkina Faso, de 1960 à 1980, il y a eu l'École Rurale (ER) qui est devenue par la suite Centre de Formation des Jeunes Agriculteurs (CFJA)

(2)-Les informations proviennent des résultats de l'Enquête multisectorielle continue (EMC) effectuée au Burkina Faso en 2014. L'enquête s'est déroulée sur le terrain du 15 janvier au 15 décembre 2014 sur un échantillon de 10 800 ménages répartis sur l'ensemble du territoire national. Elle a été réalisée par l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD). Le financement a été assuré par l'Agence suédoise de développement international (ASDI).